



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES












MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Marché de travaux de restauration et de consolidation de
l'escalier A et de la salle des vitraux et de reprise partielle de
la charpente de la Préfecture de la région Normandie et du
département de la Seine-Maritime**

Adresse : 7 place de la Madeleine à ROUEN

**PREFECTURE DE LA REGION NORMANDIE
ET DU DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME
7 place de la Madeleine – CS 16036
76036 ROUEN Cedex**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	travaux de restauration et de consolidation de l'escalier de la salle des vitraux et de reprise partielle de la charpente de la Préfecture de Seine-Maritime
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	6
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	SA ?S
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	GLOBALE
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Intervenants.....	6
3.1 - Conduite d'opération.....	6
3.2 - Assistance à maîtrise d'ouvrage.....	6
3.3 - Maîtrise d'oeuvre.....	6
3.4 - Contrôle technique.....	6
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
• Pour les matériels électroniques, la marque, le modèle et le numéro de série.....	7
• Une liste de véhicules intervenant dans ou à proximité de l'établissement :.....	7
o Pour les véhicules routiers : immatriculation et copie de la carte grise.....	7
o Pour les véhicules non routiers : certificat professionnel + photographie.....	7
5 - Durée et délais d'exécution.....	8
5.1 - Délai global d'exécution des prestations.....	8
5.2 - Délai d'exécution.....	8
5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	8
6 - Prix.....	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	8
7 - Garanties Financières.....	9
8 - Avance.....	9
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	10
9 - Modalités de règlement des comptes.....	10
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels.....	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
9.3 - Délai global de paiement.....	11
9.4 - Paiement des cotraitants.....	12
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	12
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	12
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits.....	12
10.2 - Implantation des ouvrages.....	12
10.3 - Préparation et coordination des travaux.....	12
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	12
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	13
10.3.3 - Registre de chantier.....	13
10.4 - Etudes d'exécution.....	13
10.5 - Installation et organisation du chantier.....	14
10.5.1 - Installation de chantier.....	14
10.5.2 - Signalisation de chantier.....	14
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	14
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier.....	14
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	14

10.6.3 - Documents à fournir après exécution.....	14
11 - Développement durable.....	14
12 - Réception.....	15
12.1 - Réception des travaux.....	15
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	15
12.1.2 - Réception partielle.....	15
12.1.3 - Epreuves concluantes.....	15
13 - Garantie des prestations.....	15
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	15
15 - Pénalités.....	15
15.1 - Pénalités de retard.....	15
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	16
15.3 - Autres pénalités spécifiques.....	16
16 - Assurances.....	16
17 - Clause de réexamen.....	16
18 - Résiliation du contrat.....	17
18.1 - Conditions de résiliation.....	17
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	17
19 - Règlement des litiges et langues.....	17
20 - Dérogations.....	17
ANNEXE 1 AU CCAP – Planning prévisionnel des travaux.....	19
ANNEXE 2 AU CCAP – Permis de Construire - Arrêté et avis SDIS et DRAC.....	20



1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Marchés de travaux de restauration et de consolidation de l'escalier A et de la salle des vitraux et de reprise partielle de la charpente de la Préfecture de Seine Maritime

Marchés de travaux en six lots

Adresse : Préfecture de Seine Maritime, 7 place de la Madeline – CS16036 76036 ROUEN Cedex

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 6 lots :

Lot(s)	Désignation
01	MACONNERIE
02	CHARPENTE
03	SERRURERIE
04	PEINTURE
05	ELECTRICITE
06	MENUISERIE

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 18 mois à compter de la notification du présent marché.



2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le plan général de coordination sécurité (PGC)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Note détaillant les dispositions relatives à la gestion, à la valorisation et à l'élimination des déchets de chantier dans le cadre de la clause environnementale
- Rapport Initial de Contrôle Technique

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par :

Le Secrétariat Général Commun Départemental 76 (SGCD76)

Service des Moyens Généraux (SMG)

3.2 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

PROJECTIO

177 avenue Georges CLEMENCEAU-92024 NANTERRE CEDEX

Le conducteur d'opération est représenté par : Pierre LAGOUARDAT.

3.3 - Maîtrise d'oeuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement :

EDOUARD DE BERGEVIN

E. de Bergevin Architecte (mandataire) 11 rue Gabriel Péri 91200 IVRY SUR SEINE

F. Petit pour F. Petit Architecture 4 rue de la Hêtraie 76000 ROUEN

Bureau Michel Bancon, 30 rue Charles de Gaulle 94140 ALFORTVILLE, BET Ingénierie

3.4 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

ALPES CONTROLES

50 rue Ettore Bugatti 76800 SAINT ETIENNE DU VAUVRAY

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

BUREAU BTP CONSULTANTS

1690 rue Aristide Briand 76650 PETIT COURONNE



4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

En matière de sécurité, le titulaire est tenu de respecter les dispositions législatives ou réglementaires suivantes :

En vue de l'obtention des autorisations d'accès, les prestataires devant intervenir dans les locaux, adresseront au plus tard 8 jours avant le début des prestations :

Une liste nominative de toutes les personnes appelées à travailler à l'intérieur du site ou à y pénétrer. Le titulaire prévoira de déclarer plus de personnes que le strict nécessaire afin de parer à toute éventualité – refus d'accès, maladie, surplus d'activité – ce afin que la survenance d'un tel événement ne puisse occasionner une désorganisation de son intervention ou une remise en question du planning.

- Pour chacune de ces personnes, une photocopie recto verso d'une pièce d'identité avec photo, de passeport ou de titre de séjour en cours de validité.
- Une liste des matériels et matériaux devant entrer dans l'établissement, constituant un inventaire des moyens de l'entreprise pour son intervention ; pour les éléments peu courants, la liste sera accompagnée d'une fiche descriptive et, ou d'une photographie.
 - Pour les matériels électroniques, la marque, le modèle et le numéro de série.
 - Une liste de véhicules intervenant dans ou à proximité de l'établissement :
 - o Pour les véhicules routiers : immatriculation et copie de la carte grise.
 - o Pour les véhicules non routiers : certificat professionnel + photographie.

NOTA : cette modalité convient généralement aux interventions aux abords de l'établissement et aux livraisons dans l'établissement par des fournisseurs externes. Toutefois, des demandes complémentaires pourraient être formulées le cas échéant.

Ces listes de documents ne se substituent pas aux demandes spécifiques concernant les certificats d'aptitudes techniques et professionnelles qui pourraient être exigibles au titre des tâches incombant aux personnels, ainsi qu'aux certificats relatifs aux matériels.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Intervention sur site:

Les candidats seront réputés informés des conditions particulières à leur intervention. Ils se conforment à toutes injonctions du directeur de l'établissement concernant le fonctionnement de l'établissement. Ils ne pourront en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.



5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Délai global d'exécution des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/04/2025.

5.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution est de 7 mois dont 1 mois de préparation.

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du marché. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Il ne sera pas appliqué de prolongation de délai pour intempéries, le chantier étant intégralement en intérieur.

5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont régies par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les candidats seront réputés informés des conditions particulières à leur intervention en intérieur d'établissement pénitentiaire en activité.

Ils se conforment à toutes injonctions du directeur de l'établissement ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement. Ils ne pourront en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

« Par dérogation à l'article 13.4 du CCAG travaux 2021, l'ordre de service de prestations supplémentaires ou modificatives ou un autre ordre de service intervenant au plus tard quinze jours après, notifie au titulaire les prix proposés pour le règlement des travaux nouveaux ou modificatifs. Ces prix, qui ne sont pas fixés définitivement, sont arrêtés par le maître d'œuvre après consultation du titulaire ».

« Par dérogation à l'article 13.6 du CCAG travaux 2021 le titulaire est tenu de se conformer à un ordre de service avec ou sans valorisation financière »

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

« Par dérogation à l'article 13.4 du CCAG travaux 2021, l'ordre de service de prestations supplémentaires ou modificatives ou un autre ordre de service intervenant au plus tard quinze jours après, notifie au titulaire les prix proposés pour le règlement des travaux nouveaux ou modificatifs. Ces prix, qui ne sont pas fixés définitivement, sont arrêtés par le maître d'œuvre après consultation du titulaire »

« Par dérogation à l'article 13.6 du CCAG travaux 2021 le titulaire est tenu de se conformer à un ordre de service avec ou sans valorisation financière »

Les prix ne tiennent pas compte des sujétions d'exécution suivantes :



Le gardiennage du chantier sera de fait réalisé par le personnel de l'établissement, le bâtiment étant dans l'enceinte de la préfecture.

« Par dérogation à l'article 13.4 du CCAG travaux 2021, l'ordre de service de prestations supplémentaires ou modificatives ou un autre ordre de service intervenant au plus tard quinze jours après, notifie au titulaire les prix proposés pour le règlement des travaux nouveaux ou modificatifs. Ces prix, qui ne sont pas fixés définitivement, sont arrêtés par le maître d'œuvre après consultation du titulaire »

« Par dérogation à l'article 13.6 du CCAG travaux 2021 le titulaire est tenu de se conformer à un ordre de service avec ou sans valorisation financière »

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 11/2024 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont actualisables par la formule :

$$P = P_0 \times [BT50(m-3)/BT50(m0)] \text{ pour chacun des lots où :}$$

- P = prix actualisé
- P₀ = prix initial
- BT50(m-3) = valeur de l'index BT50 trois mois avant le démarrage
- BT50(m0) = valeur de l'index au mois d'établissement des prix

le prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date d'exécution des prestations ; l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5% du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Ce taux est fixé à 3,0 % lorsque le titulaire est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots qui respectent les conditions mentionnées à l'article R.2191-3 du Code de la Commande Publique. Le montant du lot devra être supérieur à 50 000 euros hors taxes et le délai d'exécution supérieur à deux mois.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 20,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#), le taux minimal de l'avance est porté à 30 % pour les marchés publics passés par l'État.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

L'avance sera payée dans les 30 jours suivant notification du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%. Si le montant de l'acompte ne permet pas de retenir la totalité de l'avance, le remboursement pourra s'échelonner sur les acomptes suivants.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Si le montant de l'acompte ne permet pas de retenir la totalité de l'avance, le remboursement pourra s'échelonner sur les acomptes suivants.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Le maître d'ouvrage prendra à sa charge la rédaction de l'état d'acompte mensuel à partir du décompte mensuel établi par le titulaire, vérifié et le cas échéant corrigé par le maître d'œuvre.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation CHORUS PRO. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Le titulaire s'engage à déposer ses factures sur cette plateforme CHORUS PRO.

Le service facturier est le « **FAC0000076** ».

Pour toute précision il est nécessaire de se référer à la documentation publiée sur le portail CHORUS PRO <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 17760001200096
- Code service : BLM076
- Numéro d'engagement juridique : à communiquer ultérieurement

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

le profil acheteur sera utilisé pour les notifications et communications (place).

10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

voir CCTP

10.2 - Implantation des ouvrages

Sans objet

10.3 - Préparation et coordination des travaux

10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'oeuvre 15 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.3.3 - Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, il ne sera pas établi de registre de chantier.

10.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'oeuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.



Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

10.5 - Installation et organisation du chantier

10.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

10.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

voir CCTP

10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

voir cctp

10.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'oeuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux et notamment :

- dans un délai maximum de 8 jour(s) à l'issue de l'exécution des prestations, le titulaire doit remettre en version papier en deux exemplaires et sur support informatique compatible avec les équipements du maître d'ouvrage :

- 1 exemplaire au format DWG (en complément de l'article 40 du C.C.A.G. travaux)
- En format PDF, un rapport comportant les pièces suivantes :
 - Le DOE comprenant les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, les notices de fonctionnement, les notes de calculs et les prescriptions de maintenance.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 250,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :



récupération ou réutilisation des emballages, livraisons des marchandises dans des conteneurs réutilisables, collecte et recyclage des déchets produits, utilisation de solutions informatiques de bureau labellisées Energy Star ou équivalent, papier recyclé.

12 - Réception

12.1 - Réception des travaux

12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour tous les lots dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire du lot 04 avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire du lot précité.

12.1.2 - Réception partielle

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux

12.1.3 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 45 du CCAG travaux 2021, il est précisé la disposition suivante :

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux plans des établissements pénitentiaires permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/3000, conformément aux stipulations de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-Travaux 2021, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2 4 CCAG travaux 2021, les pénalités seront appliquées sur simple constat du maître d'œuvre.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 7 jours.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 2.000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 250,00 € par absence.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Les zones du bâtiment en restructuration ne pouvant être facilement étudiées avant travaux, il sera admis de pouvoir réexaminer les conditions de réalisation des démolitions ou réhabilitations à réaliser.



18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur renonce à la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des Prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rouen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 13.4 du CCAG travaux 2021 L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 13.6 du CCAG travaux 2021

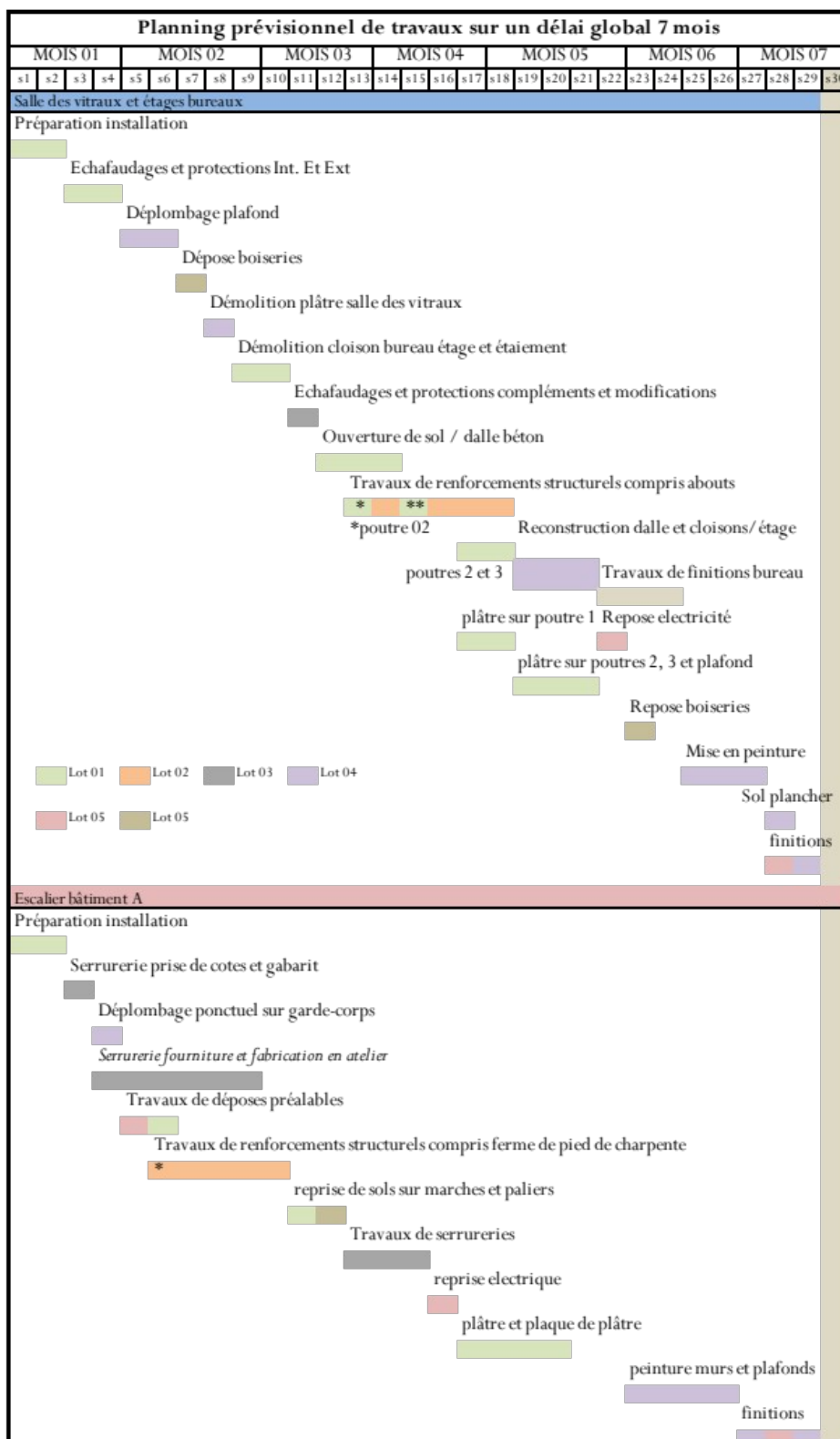
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 13.4 du CCAG travaux 2021 L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 13.6 du CCAG travaux 2021

- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 13.4 du CCAG travaux 2021 L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 13.6 du CCAG travaux 2021

- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 8 du CCAP déroge au CCAG-Travaux 2021
- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 10.1 du CCAG Travaux 2021
- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 10.1 du CCAG Travaux 2021
- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 10.1 du CCAG Travaux 2021
- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 10.1 du CCAG travaux 2021
- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 10.1 du CCAG travaux 2021
- L'article 9.1 du CCAP déroge à l'article 12.2 du CCAG Travaux 2021
- L'article 9.4 du CCAP déroge à l'article 10.7 du CCAG Travaux 2021
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux 2021
- L'article 10.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux 2021
- L'article 12.1.1 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG - Travaux 2021
- L'article 12.1.1 du CCAP déroge à l'article 41.3 du CCAG - Travaux 2021
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 45 du CCAG travaux 2021
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG travaux 2021.L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG travaux 2021
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux 2021
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux 2021

ANNEXE 1 AU CCAP – Planning prévisionnel des travaux

PREFECTURE DE SEINE MARITIME
ESC BAT A _SALLE DES VITRAUX



ANNEXE 2 AU CCAP – Permis de Construire - Arrêté et avis SDIS et DRAC



dossier n° PC 076 540 24 M0085

date de dépôt : 17 juillet 2024

demandeur : PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME, représentée par M. Jean-Benoît ALBERTINI

pour : Hôtel-Dieu - réfection de l'escalier du bâtiment A et la consolidation structurelle de la salle des vitraux

adresse terrain : 7 place de la Madeleine, à Rouen (76000)

ARRÊTÉ accordant un permis de construire au nom de l'État

**Le Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre National du Mérite**

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles R.111-2, L.410-1, R410-1 et suivants ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 11 janvier 2023, nommant M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;

Vu l'arrêté préfectoral n°24-060 du 11 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Jean KUGLER, directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime en matières d'activités ;

Vu la décision n°24-030 du 15 octobre 2024 portant subdélégation en matière d'activités ;

Vu la demande de permis de construire présentée le 17 juillet 2024 par la PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME, représentée par M. Jean-Benoît ALBERTINI demeurant 7 place de la Madeleine, Rouen (76000) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour Hôtel-Dieu - réfection de l'escalier du bâtiment A et consolidation structurelle de la salle des vitraux ;
- sur un terrain situé 7 place de la Madeleine, à Rouen (76000) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Métropole-Rouen-Normandie approuvé par délibération en date du 13 février 2020, modifié le 25 septembre 2023 et régularisé le 18 décembre 2023 ;

Vu le règlement y afférent et notamment celui de la zone UAA ;

Vu l'avis réputé favorable du maire de Rouen en date du 31 juillet 2024 ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la Seine-Maritime en date du 19 septembre 2024 ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) en date du 5 novembre 2024 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées ci-après.

Article 2


Les prescriptions émises par le SDIS, dans son rapport ci-annexé, devront être strictement respectées.

Article 3

Les prescriptions émises par la DRAC, dans son avis ci-annexé, devront être strictement respectées.

Fait à Rouen, le 5 décembre 2024

Pour le préfet, et par subdélégation

La responsable du service
Connaissance, Aménagement Urbanisme

Bénédicte MULLER

Signé
numériquement
par Bénédicte
MULLER
Date : 2024.12.05
10:39:46+01'00'

Délai de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

PREFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS

PROCES-VERBAL

de la Sous-commission départementale de sécurité ERP-IGH

ETABLISSEMENT : PREFECTURE – HOTEL DIEU – Travaux de consolidation du plancher de la salle des vitraux et la
réfection d'un escalier de secours du bâtiment A
PC n° 076 540 24 M0085

COMMUNE : ROUEN

N° E30178

ADRESSE : 7 place de la Madeleine

TYPES : W L N

CATEGORIE : 2

Le 26/09/2024, la commission de sécurité a procédé à l'examen du dossier de l'établissement ci-dessus
mentionné suite à l'étude du 19/09/2024.

OBSERVATIONS :

En conclusion, la Sous-commission départementale de sécurité ERP-IGH



émet un AVIS FAVORABLE ou ~~DEFAVORABLE~~ (1) :

à l'autorisation de construire.

Le Président de séance,
Le Directeur adjoint du SIRACED-PC

Monsieur Vincent MARTIN

(1) Rayer les mentions inutiles

Exemplaire destiné au Maire

RAPPORT D'ETUDE
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME
EN DATE DU 19/09/2024

DOSSIER N° E30178

Commune : ROUEN

PREFECTURE – HOTEL DIEU – Travaux de consolidation du plancher de la salle des vitraux et la réfection d'un escalier de secours du bâtiment A

Adresse : 7 place de la Madeleine

P.C. n° 076 540 24 M 0085 reçu au Sdis le 09/08/2024 par voie dématérialisée

Maître d'ouvrage : Préfecture de la Seine Maritime représentée par Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI

Affaire suivie par : Commandant Cédric LEBORGNE

Groupelement prévention – Service territorial centre

DESCRIPTION

Le projet concerne la consolidation du plancher de la salle des vitraux et la réfection d'un escalier de secours du bâtiment A de la Préfecture.

Les travaux prévoient plus particulièrement le remplacement d'éléments en bois constitutifs du plancher et de l'escalier par des éléments identiques neufs afin de restituer les caractéristiques structurelles initiales de ces ouvrages.

Pour mémoire, lors de la dernière visite périodique de l'établissement, un rapport de diagnostic technique établi par SOCOTEC le 17/08/2023 avait été présenté à la commission de sécurité concluant à l'absence de défaut de solidité à froid du plancher de la salle des vitraux et de l'escalier de secours attenant. Cependant, des travaux étaient nécessaires afin de permettre l'usage de la salle et de l'escalier.

La description de l'établissement n'est pas modifiée par ce projet.

Rappel des dispositions constatées lors de la visite périodique de l'établissement du 29/11/2023 :

Desserte :

- Le site est accessible par cinq entrées, deux rue de Lecat, une rue du Contrat Social et deux place de la Madeleine desservant un ensemble de voies internes.
- Les façades suivantes sont accessibles :
 - Corps central : façades nord, sud et est,
 - Bâtiment A : façades sud et ouest,
 - Bâtiment B : façade ouest,

E30178/CL/CP

1/6

- Bâtiment C : façades nord, est et ouest,
- Bâtiment D : façades nord et sud,
- Bâtiment E : façades nord.

Dispositions constructives :

- L'église de la Madeleine est isolée du bâtiment central et constitue ainsi un tiers.
- Tous les combles sont recoupés (surface < 300 m²).
- La distribution intérieure est réalisée par compartimentage, sauf les bâtiments A, B et C ainsi que le rez-de-chaussée du bâtiment central pour lesquels le cloisonnement traditionnel a été retenu.

Dégagements :

- Les étages sont desservis par dix escaliers, la plupart étant protégée.
- Le sous-sol est desservi par six escaliers.
- Le rez-de-chaussée est excédentaire en dégagements.

Installations techniques :

> Chauffage :

- Le chauffage est assuré par la circulation d'eau chaude alimentée par la chaufferie utilisant le gaz et le fioul.

> Cuisine :

- La grande cuisine est alimentée en électricité.

> Ascenseur :

- L'établissement dispose d'ascenseurs.

> Eclairage de sécurité :

- L'éclairage de sécurité est assuré par des blocs autonomes assurant les fonctions d'évacuation et d'anti-panique.

> Désenfumage :

- Le désenfumage non généralisé est asservi à la détection automatique incendie.

Moyens de secours :

> Système de sécurité incendie :

- L'établissement est doté d'un système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A (objet de la réception de travaux), avec un équipement d'alarme de type 1, assurant :
 - la fonction d'évacuation par l'alarme générale sans temporisation,
 - la fonction compartimentage,
 - la fonction désenfumage,
 - le déverrouillage des issues de secours sauf 13 portes dont l'ouverture nécessite une action mécanique sur un déclencheur manuel vert.
- La détection automatique d'incendie est généralisée.
- Les équipements centraux se situent au poste de sécurité.
- Des reports d'alarme sont implantés dans un couloir de l'aile D, dans le logement du gardien, dans les ateliers, à la chaufferie et au standard.

➤ Moyens d'extinction :

- L'établissement dispose de robinets d'incendie armés, d'extincteurs appropriés aux risques, de colonnes sèches.

➤ Consignes / plans schématiques :

- L'établissement dispose de consignes et de plans.

➤ Alerte :

- L'établissement dispose d'un téléphone urbain pour alerter les secours.

Le service de sécurité incendie :

- Le service de sécurité incendie est constitué de personnes désignées par le chef d'établissement et formées à la manipulation des moyens de secours, à la gestion du SSI et à l'évacuation du public.
- La surveillance est assurée :
 - depuis le poste de sécurité pendant les heures d'ouverture au public,
 - depuis le logement du gardien la nuit et week-end,
 - depuis le poste de sécurité par un agent de sécurité SSIAP lors des absences du gardien.

EFFECTIF

Les travaux proposés ne modifient l'effectif théorique maximum du public susceptible d'être reçu simultanément qui s'élève à 1 000 personnes auquel il conviendra d'ajouter le personnel (400).

Cet effectif est déterminé en fonction de la déclaration du maître d'ouvrage (art.W2).

CLASSEMENT

Cet établissement est assujéti aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié, annexé au Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles R 143-1 à R 143-47, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

A ce titre, il est classé en TYPE W – L – N de 2^{ème} CATEGORIE.

CONTROLE

La construction et les divers aménagements intérieurs devront répondre en tous points aux textes précités.

Le contrôle exercé par l'administration et la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (Art. R 143-34 du Code de la construction et de l'habitation).

Les procès-verbaux et les rapports attestant la conformité aux règlements de sécurité et normes en vigueur devront être annexés au registre de sécurité et présentés à la commission le jour de la visite de réception des travaux (Art. R 143-37 du Code de la construction et de l'habitation).

Les aménagements prévus ne modifiant pas les conditions d'autorisation d'ouverture, leur contrôle par la commission de sécurité interviendra lors de la prochaine visite périodique de l'établissement.

PRINCIPES DE L'EVACUATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP
(Article R 143-4 du Code de la construction et de l'habitation et GN8)

Des issues de secours sont praticables en fauteuil roulant et permettent une évacuation rapide et sûre.

L'équipement d'alarme incendie est complété par des diffuseurs visuels dans les locaux où les personnes malentendantes sont susceptibles d'être isolées tels que les blocs sanitaires.

Des consignes d'évacuation prévoient la prise en compte des personnes en situation de handicap par une évacuation immédiate au rez-de-chaussée et différée dans les niveaux.

L'évacuation différée est réalisée :

- soit par transfert horizontal,
- soit depuis les paliers des cages d'escaliers enclouonnées existants,
- soit dans des locaux aménagés et désignés (bureau de la DRAC et puit de lumière du réfectoire).

OBSERVATIONS

Le paragraphe « Engagement du demandeur » de l'imprimé a été signé par le maître d'ouvrage conformément à l'article 45 du décret 95.260 du 8 mars 1995 modifié.

Une attestation du maître d'ouvrage, relative au respect des règles générales de la construction et notamment celles concernant la solidité des ouvrages, a été transmise.

Une notice de sécurité est jointe au dossier.

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

(Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie – arrêté préfectoral n°2022-04-28-01 du 28 avril 2022)

Analyse du risque

Type d'ERP	Surface de référence	Locaux retenus	Qualification du risque	Observation
W	2000 m²	Corps central de 1032 m²	Important	Présence de colonnes sèches

Besoin en eau exigible

Débit de référence	Durée d'extinction	Volume équivalent	Distance de référence
120 m³/h	2 heures	240 m³	60 mètres

Défense extérieure contre l'incendie existante

Points d'eau d'incendie	Eloignement	Débit / Pression dynamique ou volume équivalent	Observations
N°P1	< 60 m	128 m³/h sous 1 bar	Conformes (**)
N°P2	< 60 m	126 m³/h sous 1 bar	
N°P3	< 60 m	116 m³/h sous 1 bar	
N°P4	< 60 m	114 m³/h sous 1 bar	
N°P5	< 60 m	110 m³/h sous 1 bar	
N°P6	< 60 m	115 m³/h sous 1 bar	
N°P7	< 60 m	117 m³/h sous 1 bar	
N°P8	< 60 m	126 m³/h sous 1 bar	
N°646	< 200 m	60 m³/h sous 3,7 bars	Conformes (*)
N°647	< 200 m	60 m³/h sous 4,3 bars	
N°648	< 200 m	60 m³/h sous 4,2 bars	
N°649	< 200 m	60 m³/h sous 4 bars	

Nota :

(*) Données issues du logiciel de consultation de la DECI. Contrôles réalisés le 19/08/2021.

(**) Contrôles réalisés par CHUBB le 16/11/2023.

AVIS TECHNIQUE

Rappel de la situation antérieure :

La Sous-commission départementale de sécurité ERP-IGH lors de la séance du 21/12/2023 avait émis un avis favorable à la poursuite de l'exploitation.

Avis proposé :

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à l'examen du dossier transmis, il est proposé un AVIS FAVORABLE à la réalisation du projet.

Néanmoins, les prescriptions suivantes devront être réalisées :

- 1) Réaliser les prescriptions mentionnées dans le rapport de visite annexé au procès-verbal de la Sous-commission départementale de sécurité en date du 21/12/2023 (art. GN 11).
- 2) Faire procéder, avant la visite de RECEPTION des travaux, au contrôle de leur conformité par un ORGANISME AGREE suivant les dispositions du règlement de sécurité et notamment pour ce qui concerne (art. GE 7 à GE 10) :

- les dispositions constructives ;

Noter sur le registre de sécurité les résultats de ces contrôles (art. R 143-44 du Code de la Construction et de l'Habitation) et tenir à la disposition de la Commission de Sécurité, AVANT la

E30178/CL/CP

5/6

visite, les documents afférents conformes à l'article GE 9 (selon l'appendice de la sous-section II) et notamment :

- le rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux relatif à la sécurité des personnes (art. R. 125-17 à R. 125-21 du Code de la construction et de l'habitation et art. 47 du décret du 8 mars 1995). Transmettre ce rapport au moins 72 heures avant la visite de réception, par mail, à l'adresse suivante : preventioncentre@sdis76.fr (*) ;
- l'attestation précisant que la mission "solidité" a été effectuée, complétée par les relevés de conclusions des rapports afférents (art. 46 du décret du 8 mars 1995).(*) ;

NOTA : (*) En l'absence de ces documents, la commission de sécurité ne pourra se prononcer.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

**Accord sur travaux
portant sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques
Permis de construire n° 076 540 24 M0085
76 - ROUEN – Hôtel Dieu – bâtiment A
Consolidation structurelle de la salle des vitraux et de l'escalier attenant**

Le Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L 621-27, premier et deuxième alinéas,

Vu le Code du patrimoine, et notamment ses articles R621-63 à R621-68,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles R 421-16, R 423-10,

Vu le décret de Monsieur le président de la République en date du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI en qualité de Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,

Vu l'arrêté ministériel du 13 mai 2024, portant nomination de Monsieur Jean-Michel KNOP, en qualité de Directeur régional des affaires culturelles de Normandie,

Vu l'arrêté du SGAR-24-066 du 07 juin 2024, portant délégation de signature du Préfet de région en matière d'activités à Monsieur Jean-Michel KNOP, Directeur régional des affaires culturelles (DRAC) de Normandie,

Vu l'arrêté du 13 juin 2024 portant subdélégation de la délégation de signature générale d'activité donnée par le Préfet de région au Directeur régional adjoint des affaires culturelles,

Vu l'arrêté du 11 mars 1932 portant en totalité inscription au titre des monuments historiques, de l'Hôtel Dieu, situé place de la Madeleine, sur la commune de Rouen (Seine-Maritime),

Vu la demande de permis de construire déposé par monsieur Jean-Benoît Albertini, Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime, reçue le 09 août 2024,

Considérant que ces travaux participent à la bonne conservation de l'Hôtel Dieu,

DÉCIDE

L'accord sollicité par l'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis de construire susvisée relative à consolidation structurelle de la salle des vitraux et de l'escalier attenant, situé au sein du bâtiment A de l'Hôtel Dieu, sis place de la Madeleine sur la commune de Rouen, est **donné sous réserve du respect des dispositions suivantes :**

Prescriptions : (se définit comme l'édition d'une obligation de faire)

Salle des vitraux

- 3 poutres sont à reprendre, chacune avec un principe adapté selon les suggestions du « Cabinet Bancon ». La dépose des panneaux des lambris au droit des poutres devra être faite.
- Seront étudiés la repose des lustres et tout autre passage de câbles susceptibles d'être visibles dans le réaménagement pour les moyens vidéo-audio-visio nécessaires à une salle de réunion.
- L'occultation des baies plein Sud est à prévoir.

Escalier

Les propositions évitent trop de dépose. Par conséquent, le projet peut être adopté comme tel, l'esprit étant celui qui a déjà guidé la restauration d'un autre escalier de l'Hôtel Dieu avec brochage de limons :

- Une reprise des poutres sera réalisée derrière les sous-faces du limon.
- la modification de la main courante sera réalisée comme proposé ainsi que les cadres métalliques intermédiaires pour la mise aux normes (idem escalier D).
- Une reprise d'enduit ponctuelle sera réalisée au 2ème niveau, dernière volée.

Conditions : (se définit comme le contrôle d'une modalité particulière d'exécution des travaux)

- une mise en protection préalable de la salle sera réalisée, pour éviter toute dégradation supplémentaire (lambris + parquet), y compris une protection particulière soignée des vitraux.
- La consultation des entreprises suivie par la maîtrise d'œuvre sera exécutée avec les qualifications adaptées aux interventions.
- Après les travaux, le repli/dépose des étalements sera réalisé.

Suivi de chantier

La référente désignée par la direction régionale des affaires culturelles (DRAC), madame Brigitte Lelièvre, architecte des bâtiments de France, en charge du contrôle scientifique et technique sur cet immeuble sera destinataire des convocations et comptes rendus de chantiers correspondants.

Archéologie

Si lors de la réalisation des travaux, des vestiges archéologiques étaient mis au jour, ceux-ci sont protégés par les articles L.531-14, L.531-15 et L.531-16 du Code du patrimoine. Ces derniers doivent immédiatement être signalés au service régional de l'archéologie, en application des dispositions du Livre V du Code du patrimoine relatives aux découvertes fortuites. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être aliénés ou détruits avant examen par des spécialistes mandatés par le Conservateur Régional de l'Archéologie.

Fait à Caen, le ~ 5 NOV. 2024

Pour le Préfet de région et par délégation,
Le Directeur régional des affaires culturelles, et par subdélégation,
La Directrice régionale adjointe déléguée en charge des patrimoines et de l'architecture,



Diane de RUGY